

Recherche scientifique : réunion d'un forum des partenaires

par Mahammadou LY (*) et Gérard WINTER (**)

« Les conditions d'une recherche durable en Afrique au Sud du Sahara » tel était le thème central d'un débat qui a réuni à Paris, au Ministère de la Recherche et de la Technologie, plus de trois cents participants d'Afrique et d'Europe : chercheurs et responsables de la recherche, représentants d'organisations régionales et internationales, organisations non gouvernementales, bailleurs de fonds...

Organisé par l'ORSTOM, avec la participation des institutions de recherche françaises, ce forum était placé sous le patronage du Président de la République Française, des Ministères Français de la Recherche et de la Technologie, et de la Coopération et du Développement, de l'Académie Africaine des Sciences et de l'Académie des Sciences du Tiers Monde.

Plusieurs conférences se sont tenues sur la science en Afrique depuis trente ans. Ce forum se situe dans la continuité de ces précédentes initiatives. Mais l'idée fut cette fois de privilégier le dialogue direct, amical mais sans complaisance, entre chercheurs, responsables de la recherche, bailleurs de fonds.

Pas de débat académique. Il s'agissait d'identifier les conditions d'une recherche durable en Afrique au Sud du Sahara et rechercher des voies et moyens pour satisfaire à ces conditions.

Débat autour de quatre thèmes.

Le cœur du forum fut constitué par les débats, entre scientifiques, autour de quatre thèmes : environnement, agriculture, santé, maîtrise du développement.

Si ces quatre thèmes ont été proposés c'est que les organismes africains et français qui participaient à l'organisation de ce forum ont chacun pour ce qui les concerne, acquis sur ces quatre sujets une solide expérience qu'ils peuvent mettre au service d'un partenariat. Ce sont là aussi des enjeux scientifiques majeurs pour le développement.

Afin de clarifier les conclusions du forum, chaque groupe de travail a accepté la grille proposée pour structurer les échanges quatre questions transverses portant sur quatre registres d'une véritable politique de recherche en coopération :

1. sur quels thèmes scientifiques faire converger en priorité les efforts ?
2. comment favoriser la structuration et le renforcement d'espaces scientifiques de coopération ?
3. comment mieux impliquer les partenaires scientifiques du Nord dans la coopération avec le Sud ?

(*) Directeur Général de l'ISRA. (Institut Sénégalais de la Recherche Agronomique).

(**) Directeur Général de l'ORSTOM (Institut Français de Recherche pour le Développement en Coopération).

4. comment favoriser le transfert régulier des connaissances et des savoir-faire ?

Les rapports des quatre ateliers ont alimenté une table ronde dont l'exercice central fut de partir de leurs conclusions et de prendre des positions institutionnelles sur les contraintes identifiées et les mesures proposées.

Il s'est avéré que la question des priorités scientifiques sur lesquelles les ateliers se sont penchés en préambule de leurs travaux était mal posée. Ces priorités ont déjà été définies par les pays eux-mêmes et dans un certain nombre d'instances de concertation.

Cependant la discussion sur ce point a été féconde. Certains ateliers ont réussi à dégager non pas des nouvelles priorités mais des axes fédérateurs, permettant de faire converger des priorités multiples, des acteurs variés, des modes d'organisation différents. Ainsi par exemple la référence aux « systèmes de santé » dans l'atelier santé. Sur les conditions d'une recherche durable, c'est-à-dire sur les modalités d'organisation et de soutien de cette recherche, deux séries d'enjeux stratégiques ont fait l'objet des discussions les plus concrètes.

1^{er} Objectif :

Des chercheurs visibles et durables.

Ce premier enjeu implique trois conditions :

1) Des jeunes scientifiques soutenus, non seulement pendant leur formation mais aussi pendant les premières années d'exercice de leur métier de chercheurs.

Chercheurs « soutenus » cela signifie « bénéficiant des stimulants nécessaires » qui peuvent, bien entendu, être d'ordre matériel (rémunération ou complément de rémunération, ainsi que les infrastructures adaptées) mais aussi d'ordre social (qu'ils baignent dans un tissu social et politique qui les reconnaisse). Soutien

d'ordre scientifique enfin pour réduire l'isolement et faciliter l'expression.

La question principale ici est celle d'aider les partenaires du Sud (pas seulement les Etats) à une prise en charge durable d'individus et d'équipes régulièrement évalués. Emerge alors l'idée de promouvoir des Fondations analogues à celles qui existent en Amérique, du Nord comme du Sud, indépendantes, capables de mobiliser des financements supplémentaires (privés éventuellement).

2) Des individus et équipes régulièrement et rigoureusement évalués.

C'est bien là une condition essentielle de visibilité et durabilité des chercheurs : les recherches qu'ils conduisent ont à être scientifiquement sélectionnées et doublement évaluées. Des recherches scientifiquement sélectionnées cela veut dire que si les problématiques scientifiques sont issues des problèmes du développement, elles doivent être formulées et appréciées dans un souci de fécondité durable et d'intégration dans les flux de la recherche mondiale.

Il faut pour cela satisfaire à des exigences de qualité que les bailleurs de fonds utilisateurs ne peuvent à eux seuls définir. Cette exigence de qualité est le signe de la vitalité des milieux scientifiques. Des recherches doublement évaluées cela veut dire des recherches évaluées positivement par les communautés scientifiques de référence, dont naturellement, et d'abord, celles du Sud, (mais pas seulement) et des recherches pouvant être interpellées ex-post par les responsables politiques.

Cette double légitimation, scientifique et sociale, est une garantie contre les aléas des budgets. Elle n'a de sens que si les recherches soumises à évaluation ont bénéficié du minimum des appuis requis et si le jugement positif entraîne pour le chercheur ou l'équipe, garantie de continuité. Sur ce thème très délicat de l'évaluation « adaptée » il a été suggéré la mise en place d'un groupe de réflexion sous l'égide d'une institution scientifique africaine comme l'Académie Africaine des Sciences ou le Conseil Africain et Malgache de l'Enseignement Supérieur (CAMES).

3) Des universités du Sud impliquées dans la recherche parce qu'impliquées dans la formation à la recherche.

La situation est difficile, dans nombre d'universités africaines, en particulier dans les pays francophones. Certains ateliers ont évoqué cette question. Ils ont souligné que les universités étaient par vocation des lieux d'indépendance, d'accumulation du savoir, d'accueil et d'échanges internationaux. Ce sont aussi des lieux où formation et recherche

O. R. S. I. O. M. Fonds Documentaire

N° : 35291 e+1

Cote : B

doivent se féconder mutuellement, en particulier en assurant sur place des formations prédoctorales et doctorales adaptées aux réalités propres des pays et nourris des résultats du terrain.

Des instituts de recherche français, et notamment l'ORSTOM sont prêts à participer, en Afrique à des DEA et formations doctorales à vocation régionale qui s'adresseraient aussi à des futurs scientifiques du Nord.

2^e Objectif:

Des mécanismes consolidés d'application régionale.

Lui aussi peut se décliner en trois séries de propositions.

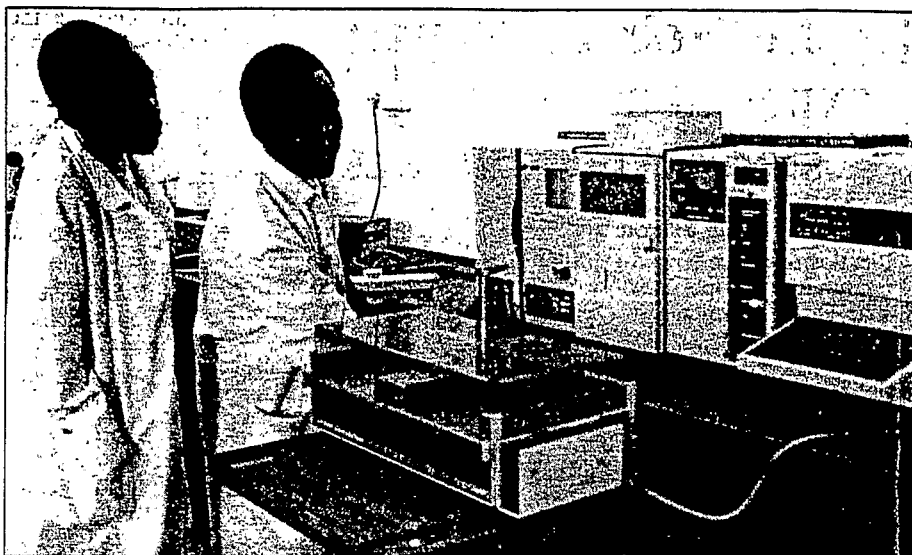
Des espaces scientifiques décloisonnés.

C'est la question lancinante des mécanismes régionaux ou sous-régionaux (ce qui ne veut pas dire nécessairement création de nouvelles institutions) permettant aux systèmes nationaux de recherche de travailler ensemble, de se compléter, de se répartir les tâches en certains domaines. En facilitant la coopération scientifique avec le Nord et en favorisant la mobilisation des financements extérieurs, il s'agit en fait de « mise en cohérence partagée, facteur de durabilité. Autour de cette question, réflexions, interrogations, initiatives, projets se multiplient.

Les ateliers en ont largement débattu et en ont rendu compte. Chacun a pu présenter à ses collègues ce qu'il faisait. Et on a constaté qu'il se faisait beaucoup de choses analogues ou complémentaires. D'où une première demande forte et pressante: pour que chacun soit bien informé de ce qui se fait ailleurs, il conviendrait de s'atteler à des inventaires périodiques des acteurs, des programmes, des institutions, des équipes. Au sujet des espaces décloisonnés quelques exemples méritent « d'être cultivés » comme le programme de lutte contre l'onchocercose et les organisations régionales sur la santé: OCCGE et OCEAC.

Presque tous les ateliers se sont accordés sur l'intérêt de mettre en place des réseaux d'observation d'usage commun: pour la recherche sur l'environnement, des sites d'étude et d'inventaire, des stations écologiques; pour les recherches en sciences sociales, des observatoires tel ceux existant au Cameroun sur le changement social et de l'innovation.

L'atelier agriculture a fortement souligné l'originalité et l'intérêt d'une initiative comme la CORAF (Conférence des Responsables de la Recherche Agricole en Afrique) mais si personne ne conteste l'intérêt des réseaux, le concept de base-centre, de pôle national à implication régionale, demande à être mieux circons-



Laboratoire de recherche en Tanzanie, équipé grâce à une subvention du FED
« Le financement extérieur au coup par coup... ne permet pas une recherche cohérente s'inscrivant dans la durée »

crit. Le Programme STD de la Communauté Européenne cible ses financements sur des actions associant plusieurs équipes du Nord et du Sud.

Enfin a été évoquée une initiative pleine de promesse, car associant de manière simple, originale et sur le long terme, des partenaires de statuts divers: un grand programme sur les systèmes de production à base de manioc en Afrique pourrait associer selon des procédures délicatement agencées CORAF, LITA, équipes de plusieurs pays africains et du Nord, disciplines variées, et allant des recherches les plus pointues aux applications les plus vitales, puisqu'il s'agit de l'aliment de base de millions de personnes.

Une implication régulière des chercheurs et institutions scientifiques du Nord.

D'abord parce que certains problèmes exigent une étude en commun (SIDA, environnement, urbanisation, migrations...)

Ensuite, parce que les scientifiques du Nord sont appelés par les scientifiques du Sud à les aider à se rattacher aux grands courants et programmes de la recherche internationale et à favoriser cette double légitimation scientifique et sociale.

Les formules ne manquent pas:

— grands programmes conjoints, réseaux, jumelages...

Et les besoins sont nombreux:

— accueil, formation, maintenance, documentation, aide au renforcement de procédures d'évaluation des hommes et des structures adaptées aux conditions singulières de la recherche dans les pays du Sud,

— coordination de l'offre du Nord.

Des modalités consolidées des financements du Nord.

Il y a là une sorte de verrou à faire sauter. Le financement extérieur au coup par coup, opération par opération, source de financement par source de financement, et donc procédure par procédure, ne permet pas une recherche cohérente, s'inscrivant dans la durée, en fonction d'objectifs à long terme clairement affichés. Il en découle que cette recherche est difficilement évaluable, aussi bien scientifiquement que du point de vue de la rigueur de la gestion.

Cette épineuse question, là encore, fait l'objet d'une prise de conscience de plus en plus nette des instances concernées. On parle de « paniers », de « fonds » permettant de soutenir des instituts et pas seulement de financer des programmes. Des essais sont en cours: ainsi à Madagascar, la création du comité des financements assurant, sous contrôle scientifique, cette intégration des financements de sources diverses pour l'exécution d'un plan directeur à long terme établi préalablement. C'est aussi, un objectif central du SPAAR (Programme Spécial pour la Recherche Agronomique en Afrique).

Le forum s'est conclu sur un mandat moral, engageant solidairement ses participants à la mise en œuvre de solutions concrètes pour répondre à trois points fondamentaux:

- une meilleure coordination de l'offre de recherche du Nord;
- des procédures et des moyens pour le soutien durable des institutions et des chercheurs du Sud (fonds, fondation...);
- une volonté de décloisonnement des espaces scientifiques pour une meilleure coopération régionale ○ M.L. et G.W.

RENCONTRE AVEC: Dr Subroto

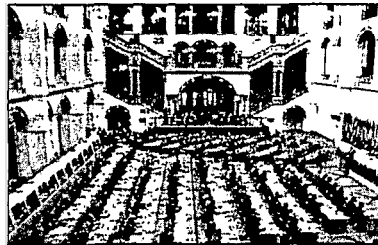


« Nous cherchons à faire correspondre l'offre à la demande de manière à garantir un prix du pétrole stable, ce qui est de l'intérêt du monde entier ». C'est en ces termes que M. Subroto, Secrétaire général indonésien de l'OPEP, résume la politique actuelle de l'organisation qu'il dirige. Dans une interview au Courrier, il parle également de l'influence de l'OPEP sur les marchés mondiaux du pétrole, la façon dont elle continue à fonctionner en dépit de certaines divisions politiques internes amères

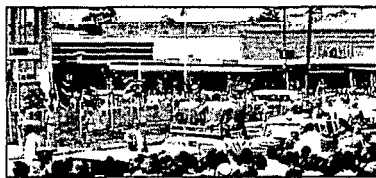
(elle compte parmi ses membres l'Irak, le Koweït et l'Iran) et des implications pour le commerce de pétrole des préoccupations croissantes en matière d'environnement. Pages 3 à 5.

Assemblée Paritaire ACP-CEE

C'est à Amsterdam que s'est tenue, du 23 au 27 septembre, la dernière session de l'Assemblée Paritaire ACP-CEE. Dans une atmosphère nettement terne une grande partie du temps, les parlementaires et représentants ACP-CEE ont examiné un éventail de questions allant des services au commerce intra-ACP, et à la démocratie et aux droits de l'homme. Un des moments les plus animés fut le débat sur la famine, au cours duquel les actes du gouvernement du Soudan ont été examinés au microscope. Pages 6 à 10.



REPORTAGES



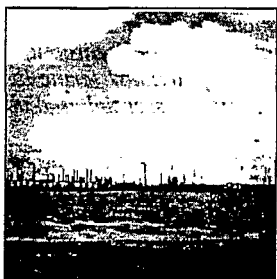
KENYA: Avec 3,8 % par an, le Kenya a l'un des taux de croissance démographique les plus élevés au monde. Actuellement estimée à 24 millions, on s'attend à ce que la population augmente à plus de 35 millions d'ici 2010. Ceci signifie pour un pays qui a une main-d'œuvre qui

se chiffre à environ 8 millions, la création d'au moins 6 millions de nouveaux emplois avant cette date. C'est pourquoi le gouvernement a adopté une stratégie qui comprend, entre autres, la création d'un secteur manufacturier hautement diversifié et tourné vers l'exportation. Pages 11 à 29.

COMORES: Depuis deux ans, les Comores, îles de l'Océan indien traversent une crise politique consécutive à la décision du pays d'adopter un système de démocratie multipartite après 11 ans de régime autoritaire du Président Abdallah. Et cela à un moment où elles font face à des difficultés économiques très graves. Pages 30 à 44.



DOSSIER: Le pétrole



Le pétrole est sans doute la marchandise la plus importante vendue dans le monde aujourd'hui. Utilisé principalement comme source d'énergie, il représente presque 40 % de la consommation d'énergie primaire mondiale. C'est également la matière première pour un large éventail de produits allant du bitume routier aux matières plastiques. Dans ce dossier, nous examinons cette ressource vitale dans le contexte du développement et des ACP — avec un accent particulier sur les aspects économiques et environnementaux. Pages 58 à 85.

Le Courrier

AFRIQUE-CARAIBES-PACIFIQUE COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

N° 130 — NOVEMBRE-DECEMBRE 1991

SOMMAIRE

2. Editorial

RENCONTRE AVEC...

3. Dr. Subroto, Secrétaire général de l'OPEP

ACP-CEE

6. Assemblée Paritaire en demi-teinte à Amsterdam
10. L'Assemblée Paritaire vue par quatre de ses membres

REPORTAGES

- 9. **KENYA:** La démocratie — gagner les cœurs et les esprits du *wananchi*
- 14. Kanu, le parti au pouvoir
- 15. Le démarrage de l'industrie
- 18. Interview du Dr Zachary Onyoka, Ministre de la Planification et du Développement régional
- 22. Les réformes se poursuivent
- 26. La CEE au niveau de la population rurale
- 28. Coopération CEE-Kenya
- 30. **COMORES:** Une situation économique critique
- 35. Un entretien avec le Président Siad Mohamed Djohar
- 37. Un entretien avec Ali Mroudjae, ancien Ministre de la Production et de l'Industrie
- 41. Coopération CEE-Comores

ACP-Coopération régionale

- 45. L'interaction des politiques céréalières dans le Sahel occidental

EUROPE

- 49. L'espace social européen

DOSSIER: Le pétrole

- 58. Le pétrole
- 60. Le pétrole et ses applications
- 61. Pétrole: pour une coopération ACP-CEE
- 65. Les politiques de substitution des produits pétroliers dans les pays ACP
- 68. La thèse de la malédiction des ressources: de la nécessité de diversifier les recettes du pétrole
- 71. L'OPEP — objectifs, réalisations et défis pour l'avenir
- 74. Perspectives pétrolières: le temps des fausses illusions est révolu
- 76. Le pétrole comme combustible domestique
- 78. Que faire des plates-formes de forage lorsque le pétrole s'épuise?
- 80. La législation pétrolière et gazière en Ethiopie
- 81. Aperçu de l'industrie pétrolière en Angola
- 83. Le prix du pétrole: le point de vue d'un écologiste

POINT DE MIRE

- 86. Les microréalisations, un instrument de coopération qui s'affirme

A PROPOS DES PVD

- 88. Les Nations Unies au chevet de l'Afrique
- 90. Recherche scientifique: réunion d'un forum de partenaires

ARTS ET CULTURE

- 92. Le Noir du Blanc: exposition de clichés et stéréotypes raciaux

CTA-BULLETIN

La recherche agricole dans le Pacifique Sud

BIBLIOGRAPHIE

- ACTUALITES (pages jaunes)
- CDI — Possibilités de coopération industrielle
- SITUATION OPERATIONNELLE (pag

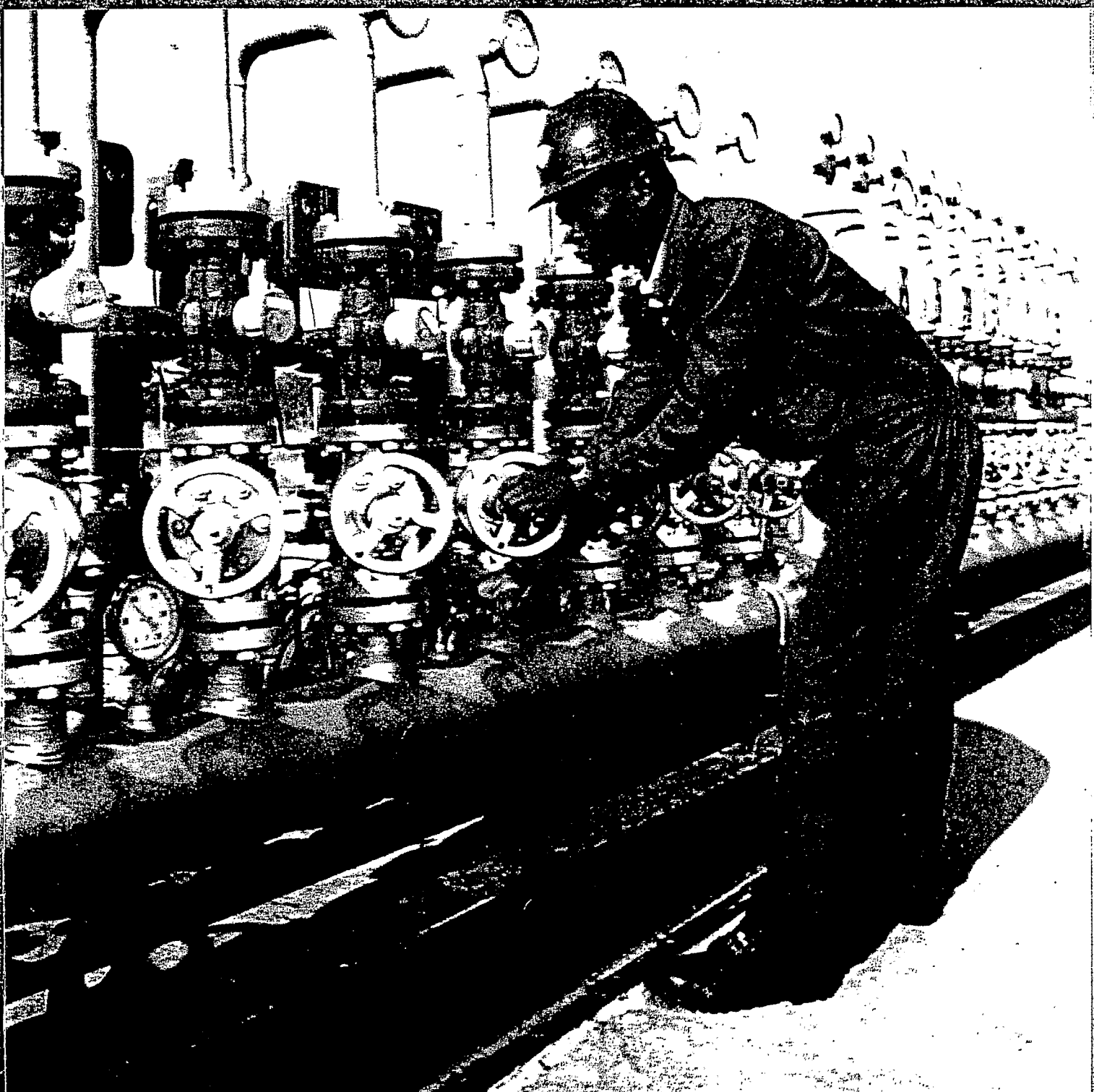


Le Courrier

AFRIQUE-CARAÏBES-PACIFIQUE - COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

BIMESTRIEL

N° 130 - NOVEMBRE - DECEMBRE 1991



BL 39 C.E.D.I.D. - ORSTOM

LE PETROLE